Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 10 septembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles", a donné le 6 novembre 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e september 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement betreffende het bezoldigd vervoer van zaken door middel van automobielen", heeft de 6e november 1959 het volgend advies gegeven :

I.

Il n'est pas prévu par la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, que celui-ci soit appelé à donner un avis sur un projet d'arrêté qui n'est que l'exécution d'un projet de loi. Au surplus, la section de législation est dans l'impossibilité d'exercer pleinement sa mission puisqu'elle ignore quel sera le texte définitif de la loi et ne peut par conséquent vérifier si le projet d'arrêté royal qui lui est soumis, est conforme à cette loi.

Exceptionnellement, eu égard au caractère technique du projet et au désir du Gouvernement de communiquer celui-ci aux commissions parlementaires qui seront saisies du projet de loi, le Conseil d'Etat a procédé à l'examen de l'arrêté royal projeté, étant entendu toutefois que son avis ne pourra être considéré comme définitif. Dans ces conditions et pour éviter toutes contestations ultérieures, le projet devra, de toute manière, lui être soumis à nouveau après la promulgation de la loi.

II.

Il est à remarquer que le projet d'arrêté royal reprend plusieurs articles du projet de loi. Cette technique est en principe à éviter. Elle peut pourtant être admise dans le présent projet, eu égard au fait que le Gouvernement désire mettre à la disposition d'usagers peu familiarisés avec la consultation de textes juridiques, un règlement général suffisamment complet et explicite.

III.

La division du texte en chapitres doit être faite de manière à ne pas exclure certains articles de ces divisions. Si, en principe, il est à déconseiller de faire précéder chaque article par un intitulé, la longueur de certains articles du projet actuel peut justifier cette pratique.

EXAMEN DES ARTICLES.

La définition du "transport rémunéré de choses" figurant à l'article 2 est trop large. Elle ne précise pas le moyen de transport qui est utilisé.

Cette définition prévoit deux modes de transport rémunéré de choses, l'une "moyennant une contre-prestation... ", l'autre "au moyen d'un véhicule donné en location... ". Cette distinction n'est pas claire. En droit, la différence entre les deux modes envisagés de transport rémunéré de choses résulte du contrat qui est à l'origine des transports, soit un contrat de transport, soit un contrat de location du véhicule.

+

+ +

.../...

D'après son intitulé, l'article 3 tend à déterminer le champ d'application du règlement général. Or, il se limite à énumérer les véhicules auxquels le règlement général ne s'applique pas. Il devrait donc en premier lieu déterminer d'une manière générale les transports et non les véhicules auxquels le règlement général est applicable.

Au § 3 du même article, la référence à l'article 59 n'est pas adéquate. En effet, les véhicules dont il est question dans ce § 3 ne sont pas soumis à l'article 59, mais aux conditions techniques que le Roi fixera en exécution de la loi.

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 8, le certificat et la plaque de transport sont refusés au demandeur qui a été condamné par une "décision judiciaire coulée en force de chose jugée ... sauf réhabilitation ou condamnation conditionnelle non rendue définitive". D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat, la condamnation antérieure du requérant s'opposera à la délivrance du certificat si cette décision judiciaire a force de chose jugée, c'est-à-dire si elle n'est plus susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation. Il ne sera toutefois pas tenu compte des condamnations conditionnelles , tant

qu'elles impliquent l'inexécution de la décision ou des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation . Une observation identique peut être formulée pour les articles 9, 10, 24, 25, 26 et 39.

A l'article 9, il n'y a pas lieu de prévoir le retrait "en totalité ou en partie" d'un certificat et d'une plaque de transport. Comme le certificat de transport ne peut en vertu de la loi limiter la charge utile du véhicule , on ne voit pas comment celui-ci pourrait être retiré "en partie".

+

\+ +

A l'article 13, au lieu de prévoir que dans des cas déterminés le certificat et la plaque de transport "sont sans valeur", il faut dire que dans ces cas le certificat et la plaque ne peuvent être utilisés. Cette observation vaut également pour les articles 28 et 44.

+

\+ +

.../...

A l'article 21, § 1er, alinéa 1er, il y a lieu de prévoir le cas où le transporteur a changé de véhicule au cours des deux années qui précèdent sa demande en vue d'obtenir une autorisation générale de transport. Le texte proposé ci-après a été rédigé conformément aux indications données à ce sujet par les délégués du Ministre.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 22, les autorisations spéciales de transport national seront délivrées pour des transports qui ne pourraient être faits sous le couvert des autorisations existantes. Les cas prévus au 2° de cet article ne sont toutefois cités qu'à titre d'exemple de cette impossibilité d'effectuer des transports déterminés sous le couvert des autorisations existantes. Le texte doit être remanié afin de faire ressortir le caractère exemplatif de cette énumération.

\+

\+ +

L'article 30 traite de la "cession" de l'autorisation générale de transport national. La cession sera subordonnée à l'accord préalable du Ministre. L'intention du Gouvernement serait toutefois de permettre, sous certaines conditions, non seulement la cession entre vifs de l'autorisation, mais également

la transmission en cas de décès. Cet article a été modifié afin de réaliser cette intention et de souligner que le transfert dépend de la décision du Ministre.

+

+ +

Aux articles 34 et 35 il est superflu de préciser que les autorisations de transport international ne dispensent pas leur titulaire de l'obligation d'obtenir éventuellement une autorisation pour le parcours en pays étranger. Cette question ne relève d'ailleurs pas de la compétence des autorités belges.

+

+ +

L'article 36 subordonne l'autorisation de faire des transports frontaliers à l'existence d'un accord de réciprocité entre le Gouvernement belge et celui du pays étranger intéressé. On n'aperçoit pas la raison de cette condition lorsqu'il s'agit d'un transport frontalier au moyen d'un véhicule immatriculé en Belgique. Si le pays étranger tolère, sans qu'un accord ne soit intervenu à ce sujet, les transports frontaliers au moyen de véhicules immatriculés en Belgique, aucune raison ne semble devoir exiger l'existence d'un tel accord. Il y a lieu, dès lors, de prévoir cette condition uniquement lorsqu'il s'agit de véhicules immatriculés à l'étranger.

+

+ +

La modification proposée à l'article 38, § 2, tend à adapter ce texte à l'article 5, § 3, 1°, du projet de loi tel qu'il est proposé par le Conseil d'Etat dans l'avis L. 6827/1.

\+

\+ +

Les "conditions de transport" que le Ministre des Communications est chargé de fixer en vertu de l'article 51, sont en réalité les conditions des prix de transport. Il y a lieu de le dire expressément; le Ministre n'est,en effet,pas compétent pour déterminer des conditions de transport en général.

\+

\+ +

L'article 52 relatif à la lettre de voiture ne désigne pas la personne qui est chargée de l'établir. Comme le § 1er, alinéa 2,de cet article dispose qu'un des exemplaires de la lettre "est retenu par le transporteur " alors qu'un autre est "remis" à l'expéditeur, il faut en déduire, semble-t-il, que le devoir d'établir la lettre de voiture incombe au transporteur.

.../...

Quant aux indications que la lettre de voiture doit contenir, le projet s'inspire de la "convention relative au transport international des marchandises par route", signée à Genève le 19 mai 1956. Cette convention n'a pas encore été soumise à l'approbation des Chambres législatives.

\+

\+ \+

L'article 55, § 1er, se réfère à la police d'assurance maritime d'Anvers. Si la référence, dans un texte réglementaire, à une police d'assurance de caractère privé n'est pas à recommander, il y a cependant lieu de remarquer que l'article 40 de l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transports de choses par véhicules automobiles, contient déjà la même référence.

Au § 5 du même article, les mots "expressément ou tacitement" doivent être supprimés. En vertu du § 3 de cet article, l'exonération doit toujours être expresse.

\+

\+ \+

L'article 59 se borne à annoncer le règlement relatif aux conditions techniques que le Roi est chargé d'établir en vertu de l'article 7, § 1er, du projet de loi. Cet article 59 est dès lors superflu et pourrait être supprimé.

\+

L'article 60 reprend la disposition de l'article 4 du projet de loi tel qu'il a été proposé par le Conseil d'Etat. Il serait préférable de reprendre dans le projet actuel le texte de cet article.

\+

\+ +

A l'article 63 le projet prévoit que la commission des tarifs routiers sera composée notamment d'un délégué des "chargeurs" et d'un délégué des "affréteurs". Suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le terme "chargeurs" désignerait les expéditeurs,et le terme "affréteurs" les commissionnaires-expéditeurs , c'est à dire les intermédiaires entre l'expéditeur et le transporteur. Comme le mot "chargeurs" peut prêter à équivoque et que le terme "affréteurs" est exclusivement employé en matière maritime, il y a lieu de les remplacer respectivement par "expéditeurs" et "commissionnaires-expéditeurs".

Le Ministre des Communications ne pourrait d'autre part "nommer" des "représentants" de certains Ministères ou organisations. Il y a lieu de prévoir qu'il nomme ces représentants sur proposition des Ministres ou des organisations professionnelles les plus représentatives intéressées. La même remarque vaut pour l'article 68.

\+

\+ +

.../...

A l'article 64 qui traite de la commission des tarifs routiers, il n'y a pas lieu de faire une distinction entre les membres de cette commission et leurs suppléants. Ces derniers, lorsqu'ils remplacent les membres effectifs, sont en effet à considérer comme membres de la commission. Une remarque identique doit être faite pour l'article 69.

\+

\+ \+

L'article 66, alinéa 2, organise le droit de défense des transporteurs devant la commission des transports routiers. La "partie intéressée" pourra consulter le dossier et "faire des observations par elle-même ou par mandataire porteur des pièces". Ce texte implique donc la possibilité pour la partie intéressée de comparaître devant la commission en personne ou par mandataire. Il y a lieu de le dire expressément.

Il ne convient pas, d'autre part, d'admettre que n'importe quel "mandataire porteur des pièces" puisse présenter la défense d'un transporteur devant la commission.

Un nouveau texte inspiré des articles 9 du Code de procédure civile et 62 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, est proposé à la suite de cette remarque.

L'article 73 ne prévoit aucune indemnisation pour les frais exposés par les experts dans l'accomplissement de leur mission, alors qu'aux termes de l'article 70 ceux-ci pourront être consultés, convoqués aux réunions des commissions ou même associés aux travaux de celles-ci.

En ce qui concerne les frais de séjour exposés par les membres des commissions qui sont étrangers à l'administration, il y aura lieu de les assimiler, par arrêté ministériel, à un des groupes d'agents de l'Etat conformément à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1952.

\+

\+ +

L'article 76, alinéa 2, a été modifié sur la proposition des délégués du Gouvernement. Il résulte de l'article ainsi modifié que toutes les autorisations délivrées sous l'empire de la réglementation en vigueur actuellement, donneront lieu au paiement des redevances annuelles prévues à l'article 32, 1°, du projet.

\+

\+ +

Le projet appelle enfin plusieurs modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT LE REGLEMENT GENERAL RELATIF AU TRANSPORT REMUNERE DE CHOSES PAR VEHICULES AUTOMOBILES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du ... relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - MISE EN VIGUEUR.

Article 1er.-

La loi ... relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles entre en vigueur le ...

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

DEFINITIONS.

Article 2.-

Pour l'application du présent règlement général:

- le terme véhicule ... (texte du Gouvernement) ...;

.../...

- le terme remorque ... (texte du Gouvernement);
- le terme semi-remorque... (texte du Gouvernement)...;
- le terme véhicule désigne tout moyen de transport mentionné ci-dessus;
- le terme train de véhicules... (texte du Gouvernement)... par une même force; lorsqu'un train de véhicules est composé ... (texte du Gouvernement) ...;
- le terme transport rémunéré de choses désigne tout transport effectué à l'aide d'un véhicule moyennant un prix en espèces, une prestation en nature ou quelque avantage même indirect :
  1. soit en exécution d'un contrat de transport écrit ou verbal;
  2. soit en exécution d'un contrat de location du véhicule, à moins que celui-ci ne soit loué en remplacement d'un véhicule momentanément inutilisable; celui qui donne en location un véhicule qui sera employé au transport non rémunéré de choses, est considéré comme le transporteur rémunéré de ces choses même si le service du véhicule n'est pas exécuté par lui ou par son préposé;
- le terme agglomération... (texte du Gouvernement jusqu'à la fin de l'article)...

CHAMP D'APPLICATION.

Article 3.-

§ 1er. Le présent règlement général est applicable à tout transport rémunéré de choses au moyen de véhicules.

.../...

Tout véhicule faisant partie d'un train de véhicules est considéré comme un véhicule distinct, pour lequel une autorisation ou un certificat de transport doit être délivré. Toutefois, l'autorisation ou le certificat de transport n'est pas requis pour le véhicule tracteur appartenant au transporteur et qui est uniquement utilisé pour tirer ses véhicules.

§ 2. Ne tombent pas sous l'application du présent règlement général :

- les transports rémunérés de choses au moyen de véhicules construits exclusivement pour le transport de personnes ou dont la capacité de charge utile est inférieure à 500 kgs;
- les transports de dépêches postales et de colis postaux;
- les transports mortuaires;
- les transports occasionnels en cas d'urgence justifiée par un événement exceptionnel, notamment ceux qui sont effectués sur réquisition des agents de l'autorité.

§ 3. Les véhicules utilisés pour les transports mentionnés au § 2 sont toutefois soumis aux conditions techniques qui seront fixées en exécution de l'article 7, 1°, de la loi du ...

CHAPITRE III. - LE TRANSPORT NATIONAL.

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

Article 4.-

... (texte du Gouvernement)...

.../...

Section 1ère - Certificat et plaque de transport.

CERTIFICAT DE TRANSPORT.

Article 5.-

... (texte du Gouvernement) ...

PLAQUE DE TRANSPORT.

Article 6.-

§ 1er. Le véhicule pour lequel un certificat de transport a été délivré doit porter une plaque de transport à l'exception des remorques ... (texte du Gouverment) ...

§ 2. ... (texte du Gouvernement) ...

DELIVRANCE.

Article 7.-

Le certificat et la plaque de transport sont délivrés par le Ministre des Communications ou son délégué, à tout requérant, personne physique ou morale.

Ils ne peuvent être délivrés à plus d'une personne.

.../...

REFUS.

Article 8.-

Toutefois, le certificat et la plaque de transport sont refusés dans les cas suivants :

1° lorsque le requérant n'a pas son principal siège d'opération en Belgique;

2° lorsque les capacités techniques ou financières du requérant sont notoirement insuffisantes;

3° lorsque le requérant a été condamné en Belgique ou à l'étranger par une décision judiciaire ayant force de chose jugée, pour une des infractions qualifiées au livre II, titre III, chapitres Ier à V, et titre IX, chapitres Ier et II, du Code pénal.

Il n'est pas tenu compte :

a) des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision;

b) des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation;

4° lorsqu'un certificat et une plaque de transport ou une autorisation de transport national dont le requérant était titulaire, ont été retirés. En ce cas, le certificat et la plaque de transport sont refusés pendant la durée du retrait.

RETRAIT.

Article 9.-

Les certificats et plaques de transport peuvent être retirés, temporairement ou définitivement, par le Ministre des Communications ou son délégué, lorsque

.../...

le titulaire a été condamné par une décision judiciaire ayant force de chose jugée, pour une infraction aux dispositions du présent règlement général ou de ses arrêtés d'exécution.

Il n'est pas tenu compte :

a) des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision;

b) des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

La durée du retrait est fixée par le Ministre des Communications ou son délégué, compte tenu de la gravité de l'infraction.

Article 10.-

Les certificats et plaques de transport sont retirés définitivement par le Ministre des Communications ou son délégué, au titulaire qui se trouve dans un des cas prévus à l'article 8.

VALIDITE.

Article 11.-

Un certificat de transport est valable pour une durée de cinq ans à partir de sa date.

Article 12.-

... (texte du Gouvernement) ...

.../...

Article 13.-

Le certificat et la plaque de transport ne peuvent être utilisés que pour le véhicule auquel ils sont destinés et à la condition qu'ils ne présentent ni altération,ni erreur.

Article 14.-

§ 1er. Le titulaire d'un certificat et d'une plaque de transport qui n'en fait plus usage, doit,dans le mois, renvoyer le certificat et cette plaque au Ministre des Communications ou à son délégué.

§ 2. ... (texte du Gouvernement) ...

VEHICULES.

Article 15.-

... (texte du Gouvernement) ...

REDEVANCES.

Article 16.-

Il est dû ... (texte du Gouvernement) ... de contrôle et de surveillance :

1° une redevance annuelle fixe de mille francs par véhicule ayant fait l'objet de la délivrance d'un certificat et d'une plaque de transport;

2° une redevance de cent francs pour le remplacement d'un certificat ou d'une plaque de transport ou pour leur renouvellement lorsque le délai de validité est expiré.

.../...

EXECUTION.

Article 17.-

Le Ministre des Communications détermine :

1° les formalités de la délivrance, du remplacement et du renouvellement des certificats et des plaques de transport;

2° les documents et justifications à fournir par les requérants;

3° et 4° ... (texte du Gouvernement) ...

Section 2 - Autorisation de transport national.

PORTEE.

Article 18.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 19.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 20.-

... (texte du Gouvernement) ...

DELIVRANCE.

Article 21.-

§ 1er. Le transporteur qui, durant cinq ans, a effectué régulièrement et sans interruption des transports rémunérés de choses sous le couvert d'un certificat de transport, obtiendra, à sa demande, une autorisation générale de transport d'une catégorie correspondant

à la charge utile maximum autorisée du véhicule qu'il a utilisé pendant les deux dernières années précédant sa demande. En cas de changement de véhicule pendant ces deux dernières années, il ne sera tenu compte que de la charge utile maximum autorisée la plus faible.

Pour l'application du présent paragraphe, est considéré comme ayant effectué régulièrement et sans interruption des transports rémunérés, tout transporteur qui, sous le couvert du même certificat de transport, a effectué annuellement au moins cent vingt transports.

§ 2. Le transporteur qui effectue régulièrement et sans interruption des transports rémunérés de choses sous le couvert d'une autorisation générale de transport national, obtiendra tous les trois ans, à sa demande, une autorisation générale de transport national d'une catégorie immédiatement supérieure à la précédente. Ces autorisations ne peuvent être cumulées.

§ 3. Le transporteur qui, sous le couvert d'une autorisation générale de transport national, a effectué pendant deux ans consécutifs des transports totalisant 40.000 km par an, obtiendra, à sa demande, une nouvelle autorisation générale de transport national de la même catégorie.

§ 4. Le transporteur qui pendant dix ans a effectué régulièrement et sans interruption des transports rémunérés de choses sous le couvert d'une autorisation générale de transport national, obtiendra, à sa demande, des autorisations générales de transport national en nombre illimité et sans limitation quant à la charge des véhicules.

.../...

§ 5. Pour l'application des paragraphes 2 et 4, le Ministre des Communications détermine les conditions auxquelles un transporteur peut être considéré ... (texte du Gouvernement) ...

§ 6. Le retrait total ou partiel du certificat ou de l'autorisation générale de transport prévu aux articles 9 et 25 suspend le cours des délais fixés aux §§ 1er, 2 et 4.

Article 22.-

Des autorisations spéciales de transport national peuvent être délivrées pour des transports qu'il n'est pas possible d'effectuer sous le couvert des autorisations générales existantes, notamment pour des transports nécessitant l'emploi de matériel spécialisé ou des transports à caractère saisonnier.

Article 23.-

... (texte du Gouvernement)...

REFUS.

Article 24.-

L'autorisation de transport national est refusée par le Ministre des Communications ou son délégué dans les cas suivants :

1° lorsque le requérant n'a pas son principal siège d'opération en Belgique;

2° lorsque les capacités techniques ou financières du requérant sont notoirement insuffisantes;

.../...

3° lorsque le requérant a été condamné en Belgique ou à l'étranger par une décision judiciaire ayant force de chose jugée, pour une des infractions qualifiées au livre II, titre III, chapitres Ier à V, et titre IX, chapitres Ier et II, du Code pénal.

Il n'est pas tenu compte :

a) des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision;

b) des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation;

4° lorsqu'un certificat et une plaque de transport ou une autorisation de transport national dont le requérant était titulaire, ont été retirés. En ce cas, l'autorisation de transport national est refusée pendant la durée du retrait précité.

RETRAIT.

Article 25.-

Les autorisations de transport national peuvent être retirées en totalité ou en partie, temporairement ou définitivement, par le Ministre des Communications ou son délégué, lorsque le titulaire a été condamné par une décision judiciaire ayant force de chose jugée, pour une infraction aux dispositions du présent règlement général ou de ses arrêtés d'exécution.

Il n'est pas tenu compte :

a) des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision;

b) des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

/

La portée et la durée du retrait sont fixées par le Ministre des Communications, ou son délégué, compte tenu de la gravité de l'infraction.

Article 26.-

Les autorisations de transport national sont retirées définitivement par le Ministre des Communications ou son délégué, au titulaire qui se trouve dans un des cas prévus à l'article 24.

VALIDITE.

Article 27.-

§ 1er. L'autorisation générale de transport national est valable pour la durée qui y est mentionnée et qui ne pourra excéder cinq ans à partir de sa date.

§ 2. L'autorisation spéciale de transport national est valable pour la période qui y est mentionnée.

Article 28.-

L'autorisation de transport national ne peut être utilisée que pour le véhicule auquel elle est destinée et à la condition qu'elle ne présente ni altération ,ni erreur.

Elle ne peut être utilisée pour un chargement excédant la charge utile maximum autorisée qui y est mentionnée.

.../...

Article 29.-

§ 1er. Le titulaire d'une autorisation de transport national qui n'en fait plus usage doit, dans le mois, renvoyer cette autorisation au Ministre des Communications ou à son délégué.

§ 2. ... (texte du Gouvernement) ...

TRANSFERT.

Article 30.-

§ 1er. L'autorisation de transport national est personnelle.

§ 2. Néanmoins, l'autorisation générale de transport national peut être transférée par le Ministre des Communications, ou son délégué, soit du vivant du titulaire, soit après son décès, au profit :

1° d'un parent ou allié au premier degré du titulaire;

2° d'une personne physique participant activement et de façon continue depuis cinq ans au moins, à la gestion de l'entreprise de transport du titulaire;

3° d'une personne morale dont le titulaire a souscrit plus de la moitié du capital social.

L'autorisation générale de transport peut, en outre, être transférée dans les cas déterminés par le Ministre des Communications et aux conditions qu'il fixe.

.../...

§ 3. Le transfert prévu au § 2 ne peut avoir lieu à la demande d'une personne titulaire d'une autorisation générale de transport national depuis au moins dix ans, que si elle cesse définitivement son activité de transporteur rémunéré de choses par véhicules automobiles.

VEHICULES.

Article 31.-

... (texte du Gouvernement) ...

REDEVANCES.

Article 32.-

Il est dû par le titulaire ... (texte du Gouvernement) ... :

1° par véhicule ayant fait l'objet de la délivrance d'une autorisation générale :

a) une redevance annuelle fixe de mille francs s'il s'agit d'un tracteur;

b) une redevance annuelle fixe de deux cents francs par tonne ou fraction de tonne de charge utile maximum autorisée, pour les autres véhicules;

2° par véhicule ayant fait l'objet de la délivrance d'une autorisation spéciale :

deux cents francs par autorisation;

3° pour le remplacement d'une autorisation ou pour son renouvellement lorsque le délai de validité est expiré :

cent francs.

.../...

EXECUTION.

Article 33.-

Le Ministre des Communications détermine :

1° les formalités de la délivrance, du remplacement ou du renouvellement des autorisations de transport national;

2° les documents et justifications à fournir par les requérants;

3° et 4° ... (texte du Gouvernement) ...

CHAPITRE IV. - LE TRANSPORT INTERNATIONAL.

AUTORISATION GENERALE.

Article 34.-

Nul ne peut effectuer des transports rémunérés de choses au moyen d'un véhicule immatriculé en Belgique et destiné à franchir les frontières du Royaume, pour lequel n'a pas été délivrée une autorisation générale de transport international.

AUTORISATION SPECIALE.

Article 35.-

Nul ne peut effectuer des transports rémunérés de choses au moyen d'un véhicule immatriculé à l'étranger et destiné à franchir les frontières du Royaume, pour lequel n'a pas été délivrée une autorisation spéciale de transport international.

.../...

EXONERATION.

Article 36.-

§ 1er. Les transports frontaliers ne sont pas soumis aux articles 34 et 35 à condition toutefois, en ce qui concerne les véhicules immatriculés à l'étranger, qu'un accord de réciprocité soit intervenu avec le gouvernement du pays limitrophe intéressé.

Sont considérés ... (texte du Gouvernement; toutefois à la fin de ce paragraphe, la phrase : "elle peut être modifiée dans les mêmes conditions" est superflue et peut être supprimée).

§ 2. Toutefois, les transports frontaliers effectués au moyen d'un véhicule immatriculé en Belgique doivent se faire sous le couvert, soit d'un certificat et d'une plaque de transport, soit d'une autorisation de transport national délivrés conformément au chapitre 1er.

DELIVRANCE.

Article 37.-

... (texte du Gouvernement) ...

REFUS.

Article 38.-

§ 1er. L'autorisation générale de transport international est refusée dans les cas suivants :

.../...

1° lorsque le requérant n'est pas titulaire d'une autorisation générale de transport national ou d'un certificat de transport lui permettant d'atteindre la frontière du Royaume au moyen du véhicule pour lequel l'autorisation est demandée;

2° si le requérant ne satisfait pas aux conditions fixées par le Ministre des Communications en matière de compétence professionnelle.

§ 2. L'autorisation spéciale de transport international est refusée par le Ministre des Communications ou son délégué :

1° par application des accords que le Roi ou le Ministre qu'il désigne à cet effet, conclut relativement à l'octroi de telles autorisations ou par application d'accords existants;

2° en l'absence de tels accords.

RETRAIT.

Article 39.-

Les autorisations générales ou spéciales de transport international peuvent être retirées en totalité ou en partie, temporairement ou définitivement, par le Ministre des Communications ou son délégué, lorsque le titulaire a été condamné par une décision judiciaire ayant force de chose jugée, pour une infraction aux dispositions du présent règlement général ou de ses arrêtés d'exécution.

.../...

Il n'est pas tenu compte :

a) des condamnations conditionnelles tant qu'elles impliquent l'inexécution de la décision;

b) des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

La portée et la durée du retrait sont fixées par le Ministre des Communications, ou son délégué, compte tenu de la gravité de l'infraction.

Article 40.-

§ 1er. L'autorisation générale de transport international, délivrée pour un véhicule, est retirée temporairement par le Ministre des Communications ou son délégué, pour la durée du retrait de l'autorisation générale de transport national ou du certificat de transport délivré pour ce véhicule.

§ 2. L'autorisation générale de transport international, délivrée pour un véhicule, est retirée définitivement par le Ministre des Communications ou son délégué, au transporteur qui cesse d'être titulaire d'une autorisation générale de transport national ou d'un certificat de transport dont la portée lui permet d'atteindre la frontière du Royaume, délivrés pour ce véhicule.

Article 41.-

... (texte du Gouvernement) ...

.../...

VALIDITE.

Article 42.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 43.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 44.-

L'autorisation de transport international ne peut être utilisée que pour le véhicule auquel elle est destinée et à la condition qu'elle ne présente ni altération, ni erreur.

Elle ne peut être utilisée pour un chargement excédant la charge utile maximum autorisée qui y est mentionnée.

Article 45.-

§ 1er. Le titulaire d'une autorisation de transport international qui n'en fait plus usage, doit, dans le mois, renvoyer cette autorisation au Ministre des Communications ou à son délégué.

§ 2. ... (texte du Gouvernement) ...

VEHICULES.

Article 46.-

§§ 1er et 2. ... (texte du Gouvernement) ...

.../...

§ 3. Les paragraphes 1er et 2 ne sont pas applicables au véhicule donné en location et utilisé exclusivement pour le transport de choses qui sont la propriété du locataire, ou qui font l'objet de son commerce, de son industrie ou de son exploitation.

TRANSPORTEURS.

Article 47.-

... (texte du Gouvernement) ...

REDEVANCES.

Article 48.-

§ 1er. Il est dû ... (texte du Gouvernement)...

1° une redevance annuelle fixe de mille francs si l'autorisation a été délivrée pour un tracteur;

2° une redevance annuelle de deux cents francs par tonne ou fraction de tonne de charge utile autorisée, si l'autorisation a été délivrée pour un autre véhicule;

3° une redevance de cent francs pour le remplacement d'une autorisation ou pour son renouvellement lorsque le délai de validité est expiré.

§ 2. Aucune redevance n'est due par le titulaire d'une autorisation spéciale de transport international lorsque le pays étranger dans lequel son véhicule est immatriculé, accorde le même traitement aux personnes effectuant des transports internationaux au moyen de véhicules immatriculés en Belgique.

.../...

Si le pays étranger perçoit une redevance à charge des personnes effectuant des transports internationaux au moyen de véhicules immatriculés en Belgique, une redevance analogue est fixée par le Ministre des Communications à charge du titulaire d'une autorisation spéciale de transport international.

Article 49.-

Le Ministre des Communications détermine :

1° ... (texte du Gouvernement) ... ;

2° les formalités de la délivrance, du remplacement et du renouvellement des autorisations de transport international;

3° les documents et justifications à fournir par les requérants;

4°, 5° et 6° ... (texte du Gouvernement) ...

CHAPITRE V . - DISPOSITIONS COMMUNES AUX TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX.

Section 1ère. Publicité.

Article 50.-

La délivrance, le transfert, le retrait temporaire ou définitif, ainsi que la restitution des certificats de transport et autorisations de transport, sont publiés au Moniteur belge.

.../...

Section 2. Tarif des transports.

Article 51.-

Le tarif et les conditions des prix de transport rémunéré de choses au moyen d'un véhicule, sont fixés par le Ministre des Communications.

LETTRES DE VOITURE.

Article 52.-

§ 1er. Tout contrat de transport rémunéré de choses au moyen d'un véhicule, doit être constaté par une lettre de voiture.

Celle-ci est établie en trois exemplaires originaux signés par l'expéditeur et le transporteur, les signatures pouvant être imprimées ou remplacées par les timbres de l'expéditeur ou du transporteur.

Le premier exemplaire est remis à l'expéditeur, le deuxième accompagne la marchandise et le troisième est conservé par le transporteur.

Une lettre de voiture distincte doit être établie pour chaque voyage et chaque véhicule.

Lorsqu'il s'agit de différentes espèces de marchandises ou de lots distincts, l'expéditeur ou le transporteur a le droit d'exiger autant de lettres de voiture qu'il y a d'espèces ou de lots.

§ 2. ... (texte du Gouvernement. Il y a toutefois lieu de supprimer les parenthèses derrière les lettres a, b, c et d ...). ..

§ 3. ... (texte du Gouvernement) ...

§ 4. Des dérogations au présent article ... (texte du Gouvernement) ...

Section 3. Contrôle.

Article 53.-

... (texte du Gouvernement) ...

REMPLACEMENT DES VEHICULES MOMENTANEMENT HORS DE SERVICE.

Article 54.-

Lorsque le véhicule pour lequel a été délivré un certificat de transport ou une autorisation de transport, est momentanément inutilisable, le titulaire d'un de ces documents peut faire usage, pour effectuer le transport de choses, d'un véhicule de remplacement aux conditions suivantes :

1° et 2° ... (texte du Gouvernement) ...

...(Au 3° , il conviendrait de supprimer les termes "certificat de transport") ...

4° ... (texte du Gouvernement) ...

Section 4. Assurance.

Article 55.-

§ 1er. ... (texte du Gouvernement) ...

§ 2. L'assurance mentionnée au § 1er ... (texte du Gouvernement) ...

§ 3. Le transporteur peut être exonéré de l'obligation d'assurance prévue au § 1er par une déclaration faite par l'expéditeur dans la lettre de voiture.

§ 4. Sauf déclaration ... (texte du Gouvernement) ... telles la poudre de mine ou à canon, le phosphore, le pétrole, les autres matières inflammables ou sujettes à explosion, la chaux vive, les matières corrosives et les matières radioactives.

§ 5. Si l'expéditeur est également transporteur, il peut valablement exonérer le transporteur de l'obligation d'assurance prévue par le § 1er, à la condition toutefois qu'il en ait été lui-même exonéré par son propre expéditeur ou que les risques envisagés aient déjà fait l'objet d'une assurance.

Article 56.-

Le Ministre ... (texte du Gouvernement) ... tout ou partie des risques, s'ils fournissent des garanties suffisantes.

Article 57.-

A leur entrée sur le territoire belge, les transporteurs utilisant un véhicule immatriculé à l'étranger, pour effectuer un transport rémunéré de choses, doivent prouver que les choses transportées sont assurées conformément aux articles 55 et 56.

.../...

Section 5. Statistiques.

Article 58.-

... (texte du Gouvernement) ...

Section 6. - Véhicules - Conditions techniques .

Article 59.-

... (voir observation faite dans l'avis) ...

CHARGE UTILE.

Article 60.-

La charge utile maximum autorisée d'un véhicule ne peut être supérieure à celle qui est mentionnée sur l'autorisation de transport.

Section 7. - Conducteurs.

Article 61.-

... (texte du Gouvernement) ...

CHAPITRE VI - LES COMMISSIONS.

Section 1ère. - Commission des tarifs routiers.

Article 62.-

Il est créé au Ministère des Communications une "commission des tarifs routiers" chargée de donner, à la demande du Ministre des Communications, un avis sur la fixation du tarif et des conditions des prix de transport rémunéré de choses.

.../...

Article 63.-

La commission des tarifs routiers est composée:

1° du directeur général de l'administration des transports, président;

2° du fonctionnaire de l'administration des transports dirigeant le service des transports de choses par route, vice-président;

3° de sept membres :

- un fonctionnaire représentant le Ministre des Affaires économiques;
- un fonctionnaire représentant le Ministre des Finances;
- un fonctionnaire représentant le Ministre des Communications;
- deux délégués des transporteurs;
- un délégué des expéditeurs;
- un délégué des commissionnaires-expéditeurs.

Les membres ainsi que leurs suppléants sont nommés par le Ministre des Communications, sur la proposition des Ministres précités et des organisations professionnelles les plus représentatives intéressées.

Article 64.-

La commission des tarifs routiers délibère valablement si quatre membres au moins, outre le président ou le vice-président, sont présents.

.../...

Section 2. Commission des transports routiers.

Article 65.-

Il est créé au Ministère des Communications une "commission des transports routiers".

Article 66.-

La commission ... (texte du Gouvernement) ...

Avant que l'avis de la commission ne soit donné, le dossier sera mis à la disposition de la partie intéressée qui pourra comparaître en personne ou se faire représenter par un avocat ou par une personne agréée, dans chaque cas, par le président.

Le Ministre détermine la procédure devant la commission.

Article 67.-

§ 1er. La commission des transports routiers donne également les avis motivés prévus aux articles 49, 1°, et 52, § 4.

§ 2. ... (texte du Gouvernement) ...

Article 68.-

La commission des transports routiers est composée :

1° d'un magistrat, président, nommé par le Roi;

.../...

2° d'un fonctionnaire de l'administration des transports ou son suppléant, nommé par le Ministre des Communications, et d'un représentant des transporteurs, ou son suppléant, nommé par le même Ministre sur la proposition des organisations professionnelle les plus représentatives intéressées.

Article 69. -

La commission des transports routiers ne peu délibérer que si le président et les deux membres sont présents.

Section 3. Dispositions communes.

Article 70.-

Les commissions ... (texte du Gouvernement)

Elles peuvent se documenter auprès de toute personne privée ou de toute personne de droit public. Ces dernières répondent aux demandes d'information sous l'autorité du Ministre dont elles relèvent.

Article 71.-

...(texte du Gouvernement) ...

Article 72.-

...(texte du Gouvernement) ...

.../...

Article 73.-

... (texte du Gouvernement, sous réserve de l'observation faite dans l'avis) ...

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 74.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 75.-

... (texte du Gouvernement) ...

Article 76.-

Les autorisations de transport ... (texte du Gouvernement) ... de leur délai de validité.

Ces autorisations donnent lieu au paiement des redevances prévues à l'article 32, 1°, du présent règlement général.

Article 77.-

§ 1er. ... (texte du Gouvernement) ...

§ 2. Pour l'application de l'article 21, § 1er, une autorisation de transport à portée limitée délivrée depuis trois ans au moins, conformément à l'article 11bis de l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transports de choses par véhicules automobiles, est assimilée à un certificat de transport délivré depuis cinq ans.

§ 3. Pour l'application de l'article 21, § 4 ... la Société nationale des chemins de fer belges ... (suite comme au projet) ...

Article 78.-

Si le retrait d'une marque d'immatriculation a été ordonné, le titulaire de cette marque est tenu de la restituer à l'Office de la circulation routière dans les trois jours de la date où la décision judiciaire qui ordonne le retrait, a acquis force de chose jugée.

Article 79.-

Sont désignés pour veiller à l'exécution de la loi du ... ainsi que des arrêtés pris en exécution de celle-ci :

1° le personnel de la gendarmerie;

2° et 3° ... (texte du Gouvernement) ...

Article 80.-

... (texte du Gouvernement) ...

...

...

I.

De wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State bepaalt niet, dat deze van advies dient over het ontwerp van een besluit dat alleen maar de uitvoering van een wetsontwerp is. Bovendien kan de afdeling wetgeving zich niet ten volle van haar taak kwijten, want, aangezien zij de definitieve tekst van de wet niet kent, kan zij niet nagaan of het haar voorgelegde ontwerp-besluit conform deze wet is.

Bij uitzondering, gelet op het technisch karakter van het ontwerp, dat de Regering bovendien wil voorleggen aan de parlementaire commissies die het ontwerp van wet te behandelen zullen krijgen, heeft de Raad van State het ontwerp-besluit onderzocht, met dien verstande, dat zijn advies niet mag worden geacht definitief te zijn. Onder deze omstandigheden en ter voorkoming van latere betwistingen, zal het ontwerp opnieuw aan de Raad moeten worden voorgelegd als de wet eenmaal is afgekondigd.

II.

Opgemerkt moge worden, dat het ontwerp-koninklijk besluit verschillende artikelen uit het wetsontwerp overneemt. Deze werkwijze, in beginsel te vermijden , is hier aanvaardbaar, gelet op het verlangen van de Regering om de weggebruikers die weinig vertrouwd zijn met het raadplegen van wetteksten de beschikking te geven over een algemeen reglement dat voldoende volledig en duidelijk is.

.../...

III.

Bij het indelen van de tekst in hoofdstukken moet worden toegezien, dat geen artikelen buiten deze indeling komen te staan. Is het in beginsel niet raadzaam boven elk artikel een opschrift te plaatsen, hier kan de lengte van sommige artikelen deze praktijk rechtvaardigen.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

De definitie van "bezoldigd vervoer van zaken" in artikel 2 is te ruim. Zij zegt niet welke vervoermiddelen worden gebruikt.

De definitie noemt twee wijzen van "bezoldigd vervoer", de ene "voor een tegenprestatie" de andere "met een verhuurd voertuig". Het onderscheid is niet duidelijk. In rechte volgt dit verschil tussen die twee wijzen om tegen vergoeding zaken te vervoeren, uit de overeenkomst op grond waarvan het vervoer wordt verricht, dit is of wel een vervoerovereenkomst, of wel een overeenkomst tot verhuring van het voertuig.

\+

\+ \+

Volgens zijn opschrift strekt artikel 3 er toe, het toepassingsgebied van het algemeen reglement te bepalen. Het geeft echter niets anders dan een opsomming van voertuigen waarop het algemeen reglement geen toepassing vindt. Het zou in de eerste plaats op algemene wijze moeten aangeven voor welk vervoer - niet voor welke voertuigen - het reglement geldt.

.../...

In § 3 van hetzelfde artikel is de verwijzing naar artikel 59 onnauwkeurig. De in deze paragraaf bedoelde voertuigen vallen niet onder artikel 59, maar onder de technische vereisten die de Koning ter uitvoering van de wet zal vaststellen.

\+

\+ \+

Luidens artikel 8 worden het vervoerbewijs en de vervoerplaat geweigerd aan een aanvrager die "door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing veroordeeld werd ... behoudens herherstel of niet definitief gemaakte voorwaardelijke veroordeling". Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen zal de vroegere veroordeling van de aanvrager het afgeven van het bewijs in de weg staan, indien deze rechterlijke beslissing kracht van gewijsde heeft, dit wil zeggen niet meer vatbaar is voor hoger beroep of voorziening in cassatie.

Geen rekening zal echter worden gehouden met voorwaardelijke veroordelingen zolang zij impliceren dat de beslissing niet wordt uitgevoerd, noch met veroordelingen waarvoor de betrokkene herherstel heeft verkregen. Eenzelfde opmerking kan worden gemaakt bij de artikelen 9, 10, 24, 25, 26 en 39.

.../...

In artikel 9 is er geen grond om te bepalen, dat vervoerbewijzen of vervoerplaten "geheel of gedeeltelijk" ingetrokken kunnen worden. Het vervoerbewijs mag krachtens de wet geen beperking leggen op het nuttig laadvermogen van het voertuig, zodat niet duidelijk is hoe het "gedeeltelijk" zou kunnen worden ingetrokken.

\+

\+ +

In artikel 13 moet niet worden bepaald, dat het vervoerbewijs en de vervoerplaat in die en die gevallen "ongeldig" zijn, mogen worden gebruikt. Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 28 en 44.

\+

\+ +

In artikel 21, § 1, eerste lid, dient te worden voorzien in het geval, dat de vervoerder van voertuig is veranderd tijdens de twee jaar die zijn aanvraag om een algemene vervoervergunning voorafgaan. De hierna voorgestelde tekst werd opgemaakt overeenkomstig de aanwijzingen welke de gemachtigden van de Minister in dit verband hebben gegeven.

\+

\+ +

.../...

Volgens artikel 22 zullen de bijzondere vergunningen voor nationaal vervoer afgegeven worden om vervoer te verrichten dat niet onder begunstiging van bestaande vergunningen kan worden verricht. De onder 2° van dit artikel genoemde gevallen worden echter alleen aangehaald als voorbeelden van deze onmogelijkheid om met de bestaande vergunningen een bepaald vervoer te verrichten. De tekst moet dus worden omgewerkt, zodat duidelijk uitkomt dat de opsomming enuntiatief is.

\+

\+ +

Artikel 30 handelt over de "cessie" van de algemene vergunning voor nationaal vervoer. Voor die "cessie" is het voorafgaand akkoord van de Minister vereist. Het zou evenwel de bedoeling van de Regering zijn, onder bepaalde voorwaarden overdracht niet alleen onder de levenden maar ook bij overlijden toe te staan. Er wordt een nieuwe lezing voorgesteld, die deze bedoeling tot uiting brengt en er de nadruk op legt dat de overdracht afhankelijk is van de beslissing van de Minister.

\+

\+ +

In de artikelen 34 en 35 is het niet nodig te zeggen, dat vergunningen voor internationaal vervoer de houder niet ontslaan van de verplichting om eventueel een vergunning voor de rit in het buitenland te krijgen. Dit is trouwens een zaak die niet tot de bevoegdheid van de Belgische overheid behoort.

Artikel 36 stelt de vergunning om grensvervoer te verrichten afhankelijk van het voorhanden zijn van een wederkerigheidsverdrag tussen de Regeringen van België en van het betrokken land. De reden van deze voorwaarde is niet duidelijk wanneer het gaat om grensvervoer met een in België ingeschreven voertuig. Als het andere land zulk vervoer met in België ingeschreven voertuigen duldt zonder verdrag, schijnt er geen reden te zijn om het voorhanden zijn van zodanig verdrag te eisen. Deze eis dient dus alleen te worden gesteld wanneer het gaat om in de vreemde ingeschreven voertuigen.

\+

\+ +

De voor artikel 38, § 2, voorgestelde wijziging bedoelt deze tekst aan te passen aan artikel 5, § 3, 1°, van het ontwerp van wet, zoals de Raad van State dit in zijn advies L.6827/1 voorstelt.

\+

\+ +

De "vervoervoorwaarden" die de Minister van Verkeerswezen krachtens artikel 51 behoort vast te stellen, zijn in werkelijkheid voorwaarden betreffende de vervoerprijzen. Men zegge dit uitdrukkelijk, want tot het vaststellen van vervoervoorwaarden in het algemeen is de Minister niet bevoegd.

\+

\+ +

Artikel 52, dat handelt over de vrachtbrief, bepaalt niet wie hem moet opmaken. Uit het voorschrift van § 1, tweede lid, van dit artikel, volgens hetwelk "de vervoerder een der exemplaren van de vrachtbrief voor zich houdt" terwijl een ander "aan de verzender wordt afgegeven", moet wel worden afgeleid, dat het opmaken van de vrachtbrief de taak van de vervoerder is.

Terzake van de in de vrachtbrief op te nemen aanwijzingen gaat het ontwerp uit van de op 19 mei 1956 te Genève ondertekende "overeenkomst betreffende het internationaal vervoer van goederen langs de wet", die nog niet ter goedkeuring aan de Wetgevende Kamers werd voorgelegd.

\+

\+ \+

Artikel 55, § 1, verwijst naar de zeeverzekeringspolis van Antwerpen. Is het niet raadzaam, in een verordenende tekst naar een verzekeringspolis van particuliere aard te verwijzen, er moet worden opgemerkt dat in artikel 40 van het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen deze zelfde verwijzing voorkomt.

In § 5 van hetzelfde artikel dienen de woorden "uitdrukkelijk of stilzwijgend" te vervallen. Krachtens § 3 van dit artikel moet de vrijstelling altijd uitdrukkelijk zijn.

\+

\+ \+

Artikel 59 beperkt zich tot het aankondigen van het reglement betreffende de technische eisen, met de vaststelling waarvan de Koning krachtens artikel 7, § 1, van het wetsontwerp is belast. Het kan als overbodig vervallen.

\+

\+ +

Artikel 60 geeft dezelfde bepaling als artikel 4 van het ontwerp van wet zoals de Raad van State dit voorstelt. Het ware beter dit artikel 4 tekstueel in het ontwerp-besluit op te nemen.

\+

\+ +

In artikel 63 bepaalt het ontwerp, dat de commissie voor wegtarieven onder meer zou samengesteld zijn uit een gemachtigde van de "ladcrs" en een gemachtigde van de "bevrachters". Aan de Raad van State is uitgelegd, dat met "ladcrs" de expediteurs en met "bevrachters" de commissionairs-expediteurs, dit zijn de tussenpersonen tussen expediteur en vervoerder, worden bedoeld. Aangezien "lader" dubbelzinnig kan worden begrepen en "bevrachter" uitsluitend in maritieme aangelegenheden wordt gebruikt, zegge men onderscheidenlijk "expediteurs" en "commissionairs-expediteurs".

.../...

Voorts kan de Minister van Verkeerswezen geen "vertegenwoordigers" van sommige Ministeries of organisaties "benoemen". Men dient te bepalen, dat hij benoemt op de voordracht van de Ministers of van de meest representatieve betrokken beroepsorganisaties. Voor artikel 68 geldt dezelfde opmerking.

\+

\+ +

In artikel 64, dat betrekking heeft op de commissie voor wegtarieven, dient geen onderscheid te worden gemaakt tussen de leden en hun plaatsvervangers. Deze laatsten moeten immers, wanneer zij leden vervangen, geacht worden leden van de commissies te zijn. Bij artikel 69 is eenzelfde opmerking te maken.

\+

\+ +

Artikel 66, tweede lid, regelt het recht van verdediging van de vervoerders ten overstaan van de commissie voor wegvervoer. De "betrokken partij" kan het dossier raadplegen en "zelf of door bemiddeling van een mandataris, houder van de stukken, ..." opmerkingen maken. Deze tekst houdt dus in dat de betrokken partij zelf of door bemiddeling van een lasthebber voor de commissie kan verschijnen. Dit dient uitdrukkelijk te worden gezegd.

.../...

Het is niet raadzaam toe te laten, dat gelijk welke "mandataris houder van de stukken" de verdediging van een vervoerder voor de commissie zou kunnen waarnemen.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt een nieuwe tekst voorgesteld, die aansluit bij artikel 9 van het Wetboek van Burgerlijke Strafvordering en artikel 62 van de wet van 9 juli 1926 tot instelling van de werkrechtersraden.

+

+ +

Artikel 73 stelt geen vergoeding in het vooruitzicht voor de kosten die experten bij het vervullen van een opdracht mochten hebben gemaakt, terwijl zij toch luidens artikel 70 geraadpleegd, voor de vergaderingen opgeroepen of zelfs bij dezer werkzaamheden betrokken kunnen worden.

Verblijfkosten van buiten de administratie staande missieleden dienen bij ministerieel besluit te worden gelijkgesteld met een der groepen van het Rijkspersoneel, overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 maart 1950 houdende vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten van de leden van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1952.

+

+ +

.../...

Artikel 76, tweede lid, werd op het voorstel van de gemachtigde van de Regering gewijzigd. Uit deze gewijzigde tekst volgt, dat voor alle onder de thans geldende regeling afgegeven vergunningen de in artikel 32, 1°, van het ontwerp voorgeschreven jaarlijkse retributiën te betalen zullen zijn.

\+

\+ +

In het ontwerp zijn ten slotte een aantal vormwijzigingen aan te brengen, die geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE ALGEMEEN REGLEMENT BETREFFENDE HET VERVOER VAN ZAKEN MET MOTORVOERTUIGEN TEGEN VERGOEDING.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van ... betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - INWERKINGTREDING.

Artikel 1.-

De wet van ... betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding treedt ... in werking.

HOOFDSTUK II.- INLEIDENDE BEPALINGEN.

DEFINITIES.

Artikel 2.-

Voor de toepassing van dit algemeen reglement wordt verstaan onder :

- motorvoertuig ... (tekst van de Regering) ... ;
- aanhangwagen ... (tekst van de Regering) ... ;
- oplegger ... (tekst van de Regering) ... ;
- voertuig, elk hiervoren bedoeld vervoermiddel ;
- sleep, ... (tekst van de Regering) ... voortbewogen ; wanneer een sleep ... (tekst van de Regering) ... ;
- vervoer van zaken tegen vergoeding, elk vervoer van zaken verricht met een voertuig tegen een prijs in speciën, een prestatie in natura of enigerlei, zelfs onrechtstreeks voordeel :

.../...

1. of wel, ter uitvoering van een schriftelijke of mondelinge vervoerovereenkomst ;

2. of wel ter uitvoering van een contract tot verhuring van het voertuig, tenzij dit voertuig verhuurd wordt ter vervanging van een tijdelijk buiten dienst gesteld voertuig ; hij die een voertuig verhuurt dat zal gebruikt worden voor vervoer van zaken zonder vergoeding wordt als vervoerder van deze zaken tegen vergoeding beschouwd, ook wanneer het voertuig niet door hem of door zijn aangestelde wordt bediend;

- bebouwde kom ... (tekst van de Regering tot aan het slot van het artikel) ...

TOEPASSINGSGEBIED.

Artikel 3.-

§ 1. Dit algemeen reglement is van toepassing op elk vervoer van zaken met voertuigen tegen vergoeding.

Elk voertuig dat deel uitmaakt van een sleep voertuigen, wordt geacht een afzonderlijk voertuig te zijn, waarvoor een vervoervergunning of -bewijs moet worden afgegeven. Geen vervoervergunning of -bewijs is echter vereist voor het sleepvoertuig dat aan de vervoerder toebehoort en uitsluitend gebezigd wordt om zijn voertuigen voort te slepen.

.../...

§ 2. Onder de toepassing van dit algemeen reglement vallen niet :

- vervoer van zaken tegen vergoeding met voertuigen die uitsluitend voor personenvervoer zijn gebouwd of waarvan het nuttig laadvermogen beneden 500 kg ligt ;
- vervoer van brievenmalen en postcolli ;
- dodenvervoer ;
- toevallig vervoer bij door een uitzonderlijk voorval gewettigde spoed, namelijk op vordering van vertegenwoordigers van het gezag.

§ 3. Voertuigen gebezigd voor het onder § 2 bedoelde vervoer zijn echter onderworpen aan de technische vereisten, te stellen ter uitvoering van artikel 7, 1°, van de wet van ...

HOOFDSTUK III. - NATIONAAL VERVOER.

INLEIDENDE BEPALINGEN.

Artikel 4.-

Niemand mag op 's Rijks grondgebied vervoer van zaken tegen vergoeding verrichten met een voertuig waarvoor geen vervoerbewijs of -vergunning voor nationaal vervoer werd afgegeven.

.../...

Afdeling 1. - Vervoerbewijs en vervoerplaat.

VERVOERBEWIJS.

Artikel 5.-

Een vervoerbewijs moet worden afgegeven voor elk voertuig dat uitsluitend op 's Rijks grondgebied wordt gebezigd voor het verrichten van vervoer van zaken tegen vergoeding :

1° tussen de kaaien, opslagplaatsen, magazijnen en werven gelegen in zee- of rivierhavens ;

2° binnen 25 km in de omtrek van het centrum van de gemeente waarin een bedrijfszetel van de vervoerder gevestigd is ; iedere gemeente of bebouwde kom waardoor die denkbeeldige cirkel loopt, wordt geacht binnen die cirkel te vallen.

VERVOERPLAAT.

Artikel 6.-

§ 1. Het voertuig, waarvoor een vervoerbewijs werd afgegeven ... (verder zoals in het ontwerp van de Regering) ...

§ 2. De vervoerplaat moet goed zichtbaar worden geplaatst rechts aan de achterkant van het voertuig en moet stevig worden bevestigd in een loodrecht op de longteas van het voertuig staand vlak, op een afstand van ten minste 30 centimeter tussen de onderrand van de plaat en de grond.

.../...

Zij mag echter op enige andere dienstige plaats worden aangebracht, als het voertuig zo gebouwd is dat deze voorschriften niet kunnen worden nageleefd.

AFGIFTE.

Artikel 7.-

Het vervoerbewijs en de vervoerplaat worden door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde afgegeven aan iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die erom verzoekt.

Zij mogen niet aan meer dan één persoon worden afgegeven.

WEIGERING.

Artikel 8.-

Het vervoerbewijs en de vervoerplaat worden echter geweigerd in de volgende gevallen :

1° wanneer de aanvrager de hoofdzetel van zijn bedrijf niet in België heeft ;

2° wanneer de aanvrager klaarblijkelijk niet over toereikende technische of financiële middelen beschikt ;

.../...

3° wanneer de aanvrager, in België of in het buitenland, door een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing veroordeeld werd wegens een van de misdrijven omschreven in boek II, titel III, hoofdstukken I tot V, en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek.

Geen rekening wordt gehouden met :

a) voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren ;

b) veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen ;

4° wanneer een vervoerbewijs en een vervoerplaat of een vergunning voor nationaal vervoer waarvan de aanvrager houder was, werden ingetrokken. In dit geval worden het vervoerbewijs en de vervoerplaat voor de duur van de intrekking geweigerd.

INTREKKING.

Artikel 9.-

Het vervoerbewijs en de vervoerplaat kunnen tijdelijk of blijvend door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde worden ingetrokken indien de houder door een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing veroordeeld werd wegens overtreding van het

.../...

bepaalde in dit algemeen reglement of in de besluiten tot uitvoering ervan;

Geen rekening wordt gehouden met :

a) voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren ;

b) veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen.

De duur van de intrekking wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde vastgesteld met inachtneming van de ernst van de overtreding.

Artikel 10.-

De vervoerbewijzen en vervoerplaten van houders die in een der onder artikel 8 genoemde gevallen verkeren, worden door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde blijvend ingetrokken.

GELDIGHEID.

Artikel 11.-

Een vervoerbewijs is geldig voor vijf jaar te rekenen van zijn datum.

Artikel 12.-

... (tekst van de Regering) ...

.../...

Artikel 13.-

Het vervoerbewijs en de vervoerplaat mogen slechts worden gebruikt voor het voertuig waarvoor ze bestemd zijn en voor zover zij geen verandering of vergissing bevatten.

Artikel 14.-

§ 1. De houder van een vervoerbewijs en van een vervoerplaat die er niet langer gebruik van maakt, moet bewijs en plaat binnen een maand aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde terugzenden.

§ 2. De vervoerder wiens vervoerbewijs en vervoerplaat tijdelijk of blijvend ingetrokken worden, moet, binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing bij ter post aangetekende brief, bewijs en plaat aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde terugzenden.

VOERTUIGEN.

Artikel 15.-

§ 1. Elk voertuig waarvoor een vervoerbewijs en een vervoerplaat is afgegeven,moet op de zijwanden de volgende leesbaar geschilderde vermeldingen dragen :

.../...

1° naam, adres en nummer van inschrijving in het handelsregister van de houder van het vervoerbewijs ;

2° de letter P, ten minste 25 cm hoog, gevolgd door de vermeldingen voorkomende op de vervoerplaat en ten minste 15 cm hoog.

§ 2. Van het bepaalde in paragraaf 1 is vrijgesteld het in huur gegeven voertuig dat uitsluitend gebruikt wordt voor het vervoer van zaken die eigendom van de huurder of het voorwerp van zijn handel, nijverheid of bedrijf zijn.

RETRIBUTIEN.

Artikel 16.-

De houder van ... (tekst van de Regering)...

1° een jaarlijkse vaste retributie van duizend frank per voertuig waarvoor een vervoerbewijs en een vervoerplaat afgegeven werden ;

2° een retributie van honderd frank voor het vervangen van een vervoerbewijs of vervoerplaat of voor vernieuwing daarvan wanneer de geldigheidsduur verstreken is.

.../...

UITVOERING.

Artikel 17.-

De Minister van Verkeerswezen bepaalt :

1° de formaliteiten voor afgifte, vervanging en vernieuwing van vervoerbewijzen en vervoerplaten ;

2° de door de aanvragers over te legen bescheiden en bewijsstukken ;

3° ... (tekst van de Regering) ...

4° de nadere regelen voor het heffen van de retributiën.

Afdeling 2. - Nationaal vervoer.

DRAAGWIJDTE.

Artikel 18.-

Een vergunning voor nationaal vervoer moet worden afgegeven voor elk voertuig dat uitsluitend op 's Rijks grondgebied gebruikt wordt voor het verrichten van vervoer van zaken tegen vergoeding, dat buiten de bij artikel 5 vastgestelde grenzen valt.

.../...

Artikel 19.-

§ 1. Er zijn algemene en bijzondere vergunningen voor nationaal vervoer.

§ 2. Algemene vergunningen zijn geldig voor het vervoer van alle zaken over gans het grondgebied van het Rijk.

§ 3. Bijzondere vergunningen gelden slechts voor het vervoer dat erop vermeld staat.

Artikel 20.-

Er zijn zes categorieën van algemene vergunningen voor nationaal vervoer, naargelang zij worden afgegeven voor :

... (voorts zoals in het ontwerp van de Regering) ...

AFGIFTE.

Artikel 21.-

§ 1. De vervoerder die vijf jaar lang regelmatig en doorlopend vervoer van zaken tegen vergoeding heeft verricht met een voertuig waarvoor een vervoerbewijs afgegeven werd, ontvangt, op zijn aanvraag, een algemene vergunning voor nationaal vervoer van een categorie die overeenstemt met het hoogste toegelaten

.../...

nuttig laadvermogen van het voertuig dat hij tijdens de laatste twee jaren vóór zijn aanvraag heeft gebruikt. Bij verandering van voertuig tijdens die laatste twee jaren zal alleen met het zwakste toegelaten hoogste nuttig laadvermogen rekening worden gehouden.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt geacht regelmatig en doorlopend vervoer van zaken tegen vergoeding te hebben verricht, elke vervoerder die jaarlijks ten minste honderdtwintig maal met hetzelfde vervoerbewijs vervoer heeft verricht.

§ 2. De vervoerder die regelmatig en doorlopend vervoer van zaken tegen vergoeding heeft verricht met een algemene vergunning voor nationaal vervoer, ontvangt om de drie jaar, op zijn aanvraag, een algemene vergunning voor nationaal vervoer van een categorie onmiddellijk boven de vorige. Deze vergunningen mogen niet worden gecumuleerd.

§ 3. De vervoerder die met een algemene vergunning voor nationaal vervoer gedurende twee opeenvolgende jaren vervoer van zaken verricht heeft over een totale afstand van 40.000 km per jaar, ontvangt, op zijn aanvraag, een nieuwe algemene vergunning voor nationaal vervoer van dezelfde categorie.

§ 4. De vervoerder die tien jaar lang regelmatig en doorlopend vervoer van zaken tegen vergoeding verricht heeft met een algemene vergunning voor nationaal vervoer, ontvangt, op zijn aanvraag, vergunningen voor nationaal vervoer in onbeperkten getale en zonder beperking op het laadvermogen.

.../...

§ 5. Voor de toepassing van de paragrafen 2 en 4 bepaalt de Minister van Verkeerswezen, met inachtneming van de plaatselijke omstandigheden en de kenmerken van het vervoer, de voorwaarden waaronder een vervoerder geacht kan worden regelmatig en doorlopend vervoer van zaken tegen vergoeding te hebben verricht.

§ 6. De in de artikelen 9 en 25 bedoelde gehele of gedeeltelijke intrekking van het vervoerbewijs of van de algemene vergunning schorst de termijnen bepaald in de §§ 1, 2 en 4.

Artikel 22.-

Bijzondere vergunningen voor nationaal vervoer kunnen worden afgegeven : voor vervoer dat niet kan worden verricht onder begunstiging van bestaande algemene vergunningen, onder meer voor vervoer dat het gebruik van gespecialiseerd materieel vereist, of voor seizoenvervoer.

Artikel 23.-

Vergunningen voor nationaal vervoer worden door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde afgegeven aan natuurlijke personen of rechtspersonen.

Zij mogen niet op naam van meer dan één persoon worden afgegeven.

.../...

WEIGERING.

Artikel 24.-

De vergunning voor nationaal vervoer wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde geweigerd in de volgende gevallen :

1° wanneer de aanvrager de hoofdzetel van zijn bedrijf niet in België heeft ;

2° wanneer de aanvrager klaarblijkelijk niet over toereikende technische of financiële middelen beschikt ;

3° de aanvrager, in België of in het buitenland, door een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing veroordeeld werd wegens een van de misdrijven omschreven in boek II, titel III, hoofdstukken I tot V,en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek.

Geen rekening wordt gehouden met :

a) voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren ;

b) veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen;

4° wanneer een vervoerbewijs en een vervoerplaat of een vergunning voor nationaal vervoer waarvan de aanvrager houder was, werden ingetrokken. In dit geval wordt de vergunning voor nationaal vervoer geweigerd voor de duur van evengenoemde intrekking.

.../...

INTREKKING.

Artikel 25.-

Vergunningen voor nationaal vervoer kunnen, geheel of gedeeltelijk, tijdelijk of blijvend, door de Minister van Verkeerswezen, of zijn gemachtigde, worden ingetrokken indien de houder door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing veroordeeld werd wegens overtreding van het bepaalde in dit algemeen reglement of in de besluiten tot uitvoering ervan.

Geen rekening wordt gehouden met :

a) voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren ;

b) veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen.

De draagwijdte en de duur van de intrekking worden door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde vastgesteld met inachtneming van de ernst van de overtreding.

Artikel 26.-

De vergunningen voor nationaal vervoer van houders die in een der onder artikel 24 genoemde gevallen verkeren, worden door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde blijvend ingetrokken.

.../...

GELDIGHEID.

Artikel 27.-

§ 1. De algemene vergunning voor nationaal vervoer is geldig voor de erop vermelde duur, die niet meer mag bedragen dan vijf jaar te rekenen van haar datum.

§ 2. De bijzondere vergunning voor nationaal vervoer is geldig voor de erop vermelde duur.

Artikel 28.-

De vergunning voor nationaal vervoer mag slechts worden gebruikt voor het voertuig waarvoor zij bestemd is en voor zover zij geen verandering of vergissing bevat.

Zij mag niet worden gebruikt voor een lading die het erop vermelde hoogste toegelaten nuttig laadvermogen te boven gaat.

Artikel 29.-

§ 1. De houder van een vergunning voor nationaal vervoer, die deze niet meer gebruikt, moet ze binnen een maand aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde terugzenden.

§ 2. De vervoerder wiens vergunning voor nationaal vervoer tijdelijk of blijvend ingetrokken wordt, moet ze, binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing, bij ter post aangetekende brief, aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde terugzenden.

.../...

OVERDRACHT.

Artikel 30.-

§ 1. De vergunning voor nationaal vervoer is persoonlijk.

§ 2. De algemene vergunning voor nationaal vervoer kan echter door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde worden overgedragen, hetzij bij leven, hetzij na het overlijden van de houder, ten gunste van :

1° een bloedverwant of aanverwant in de eerste graad van de houder;

2° een natuurlijke persoon die actief en doorlopend sedert ten minste vijf jaar deelneemt aan het beheer van de vervoeronderneming van de houder;

3° een rechtspersoon op wier maatschappelijk kapitaal de houder voor meer dan de helft heeft ingeschreven.

De algemene vervoervergunning kan bovendien worden overgedragen in de gevallen en onder de voorwaarden die de Minister van Verkeerswezen bepaalt.

§ 3. De onder § 2 bedoelde overdracht kan niet plaats vinden op aanvraag van iemand die sedert ten minste 10 jaar houder van een algemene vergunning voor nationaal vervoer is, tenzij hij definitief zijn werkzaamheid als vervoerder van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding staakt.

.../...

VOERTUIGEN.

Artikel 31.-

§ 1. Elk voertuig waarvoor een algemene vergunning voor nationaal vervoer is afgegeven, moet op de zijwanden de volgende leesbaar geschilderde vermeldingen dragen :

1° naam, adres en nummer van inschrijving in het handelsregister van de houder van de vergunning;

2° de letter V, ten minste 25 cm hoog, gevolgd door het dubbel nummer voorkomende op de vergunning, ten minste 15 cm hoog.

§ 2. Van deze bepaling is vrijgesteld, het in huur gegeven voertuig dat uitsluitend gebruikt wordt voor het vervoer van zaken die eigendom van de huurder of het voorwerp van zijn handel, nijverheid of bedrijf zijn.

RETRIBUTIEN.

Artikel 32.-

De houder van een vergunning ... (tekst van de Regering) ... verschuldigd :

1° per voertuig waarvoor een algemene vergunning afgegeven werd :

a) een jaarlijkse vaste retributie van duizend frank voor een sleepvoertuig;

b) een jaarlijkse vaste retributie van tweehonderd frank per ton of gedeelte van een ton toegelaten nuttig laadvermogen, voor andere voertuigen;

.../...

2° per voertuig waarvoor een bijzondere vergunning afgegeven werd : tweehonderd frank per vergunning;

3° voor het vervangen van een vergunning of voor de vernieuwing ervan wanneer de geldigheidsduur verstreken is : honderd frank.

UITVOERING.

Artikel 33.-

De Minister van Verkeerswezen bepaalt :

1° de formaliteiten voor de afgifte, vervanging of vernieuwing van vergunningen voor nationaal vervoer;

2° de door de aanvragers over te leggen bescheiden en bewijsstukken;

3° het model van de vergunningen voor nationaal vervoer;

4° de nadere regelen voor het heffen van de retributiën.

HOOFDSTUK IV. - INTERNATIONAAL VERVOER.

ALGEMENE VERGUNNING.

Artikel 34.-

Niemand mag vervoer van zaken tegen vergoeding verrichten met een in België ingeschreven voertuig dat bestemd is om 's Rijks grenzen te overschrijden, waarvoor geen algemene vergunning voor internationaal vervoer is afgegeven.

.../...

BIJZONDERE VERGUNNING.

Artikel 35.-

Niemand mag vervoer van zaken tegen vergoeding verrichten met een in het buitenland ingeschreven voertuig dat bestemd is om 's Rijks grenzen te overschrijden, waarvoor geen bijzondere vergunning voor internationaal vervoer is afgegeven.

VRIJSTELLING.

Artikel 36.-

§ 1. Grensvervoer valt niet onder de toepassing van de artikelen 34 en 35 op voorwaarde evenwel, wat de in het buitenland ingeschreven voertuigen betreft, dat een wederkerigheidsverdrag met het aangrenzende land gesloten werd.

Als grensvervoer wordt beschouwd het vervoer dat uitsluitend verricht wordt tussen de Belgische grenszone en de grenszone van het aangrenzende land, of omgekeerd.

Als Belgische grenszone wordt beschouwd de ... (tekst van de Regering) ...

§ 2. Grensvervoer, verricht met in België ingeschreven voertuigen, moet echter plaats hebben hetzij met een vervoerbewijs en een vervoerplaat, hetzij met een vergunning voor nationaal vervoer, een en ander afgegeven overeenkomstig hoofdstuk I.

.../...

AFGIFTE.

Artikel 37.-

De vergunning voor internationaal vervoer wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde afgegeven aan natuurlijke personen of rechtspersonen.

Zij mag niet op naam van meer dan één persoon worden afgegeven.

WEIGERING.

Artikel 38.-

§ 1. De algemene vergunning voor internationaal vervoer wordt geweigerd in de volgende gevallen :

1° wanneer de aanvrager geen houder is van een algemene vergunning voor nationaal vervoer of van een vervoerbewijs waarmede hij de grens van het Rijk kan bereiken met het voertuig waarvoor de vergunning wordt aangevraagd;

2° wanneer de aanvrager niet voldoet aan de door de Minister van Verkeerswezen vastgestelde voorwaarden inzake vakbekwaamheid.

§ 2. De bijzondere vergunning voor internationaal vervoer wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde geweigerd :

1° bij toepassing van akkoorden die de Koning of de door hem daartoe aangewezen Minister sluit betreffende het verlenen van zodanige vergunningen of bij toepassing van bestaande akkoorden;

2° bij ontstentenis van zodanige akkoorden.

INTREKKING.

Artikel 39.-

Algemene of bijzondere vergunningen voor internationaal vervoer kunnen door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde geheel of gedeeltelijk, tijdelijk of blijvend, worden ingetrokken wanneer de houder door een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing veroordeeld werd wegens overtreding van het bepaalde in dit algemeen reglement of in de besluiten tot uitvoering ervan.

Geen rekening wordt gehouden met :

a) voorwaardelijke veroordelingen in zover zij niet-uitvoering van de beslissing impliceren;

b) veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft verkregen.

De draagwijdte en de duur van de intrekking worden door de Minister van Verkeerswezen, of zijn gemachtigde, vastgesteld met inachtneming van de ernst van de overtreding.

Artikel 40.-

§ 1. De op een voertuig afgegeven algemene vergunning voor internationaal vervoer wordt door de Minister van Verkeerswezen, of zijn gemachtigde, tijdelijk ingetrokken voor de duur van de intrekking van de algemene vergunning voor nationaal vervoer of van het vervoerbewijs, op dit voertuig afgegeven.

.../...

§ 2. De op een voertuig afgegeven algemene vergunning voor internationaal vervoer wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde blijvend ingetrokken wanneer de vervoerder niet langer houder is van een op dat voertuig afgegeven algemene vergunning voor nationaal vervoer of vervoerbewijs, waarmede hij de grens van het Rijk kan bereiken.

Artikel 41.-

Alle algemene vergunningen voor internationaal vervoer worden definitief ingetrokken van de houder die niet langer aan de door de Minister van Verkeerswezen inzake vakbekwaamheid gestelde eisen voldoet.

GELDIGHEID.

Artikel 42.-

De vergunning voor internationaal vervoer is geldig voor de erop vermelde duur, die niet meer mag bedragen dan vijf jaar te rekenen van haar datum.

Artikel 43.-

De vergunning voor internationaal vervoer is persoonlijk.

Artikel 44.-

De vergunning voor internationaal vervoer mag slechts worden gebruikt voor het voertuig waarvoor zij bestemd is en voor zover zij geen verandering of vergissing bevat.

.../...

Zij mag niet worden gebruikt voor een lading die het erop vermelde hoogste toegelaten nuttig laadvermogen te boven gaat.

Artikel 45.-

§ 1. De houder van een vergunning voor internationaal vervoer, die deze niet meer gebruikt, moet ze binnen een maand aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde terugzenden.

§ 2. De vervoerder wiens vergunning voor internationaal vervoer tijdelijk of blijvend ingetrokken wordt, moet ze binnen acht dagen na kennisgeving van de beslissing, bij ter post aangetekende brief, aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde terugzenden.

VOERTUIGEN.

Artikel 46.-

§ 1. Elk voertuig waarvoor een vergunning afgegeven is, moet leesbaar geschilderd op de zijwanden naam en adres van de houder van de vergunning dragen.

§ 2. Op elk in België ingeschreven voertuig moeten bovendien onder dezelfde voorwaarden worden vermeld : het nummer van de inschrijving in het handelsregister van de houder van de vergunning alsmede een merkteken met de nationale kleuren.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 vinden geen toepassing op het in huur gegeven voertuig dat uitsluitend gebruikt wordt voor het vervoer van zaken die eigendom van de huurder of het voorwerp van zijn handel, nijverheid of bedrijf zijn.

.../...

VERVOERDERS.

Artikel 47.-

Vervoerders, die houder zijn van een vergunning voor internationaal vervoer, moeten de bepalingen van de internationale overeenkomsten inzake verkeer en internationaal vervoer naleven zowel wat het vervoer als wat het materieel betreft.

RETRIBUTIEN.

Artikel 48.-

§ 1. De houder van een bijzondere vergunning ... (tekst van de Regering) ...

1° een jaarlijkse vaste retributie van 1.000 frank indien de vergunning werd afgegeven voor een sleepvoertuig;

2° een jaarlijkse retributie van 200 frank per ton of gedeelte van een ton toegelaten nuttig laadvermogen indien de vergunning voor een ander voertuig werd afgegeven;

3° een retributie van 100 frank voor de vervanging van een vergunning of voor haar vernieuwing, wanneer de geldigheidstermijn verstreken is.

§ 2. Geen retributie is verschuldigd door de houder van een bijzondere vergunning voor internationaal vervoer, wanneer het vreemd land waar zijn voertuig is ingeschreven, dezelfde behandeling verleent aan degenen die internationaal vervoer verrichten met in België ingeschreven voertuigen.

.../...

Indien het vreemd land een retributie heft van personen die internationaal vervoer verrichten met in België ingeschreven voertuigen, bepaalt de Minister van Verkeerswezen een overeenkomstige retributie van de houder van een bijzondere vergunning voor internationaal vervoer.

Artikel 49.-

De Minister van Verkeerwezen bepaalt :

1° de inzake vakbekwaamheid te stellen eisen, na gemotiveerd advies van de commissie voor wegvervoer;

2° de formaliteiten voor afgifte, vervanging en vernieuwing van vergunningen voor internationaal vervoer;

3° de door de aanvragers over te leggen bescheiden en bewijsstukken;

4° het model van de vergunningen voor internationaal vervoer;

5° het model van de merktekens met de nationale kleuren;

6° de nadere regelen voor het heffen van de retributiën.

HOOFDSTUK V. - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN VOOR NATIONAAL EN INTERNATIONAAL VERVOER.

Afdeling 1. Openbaarmaking.

Artikel 50.-

Afgifte, overdracht, tijdelijke of blijvende intrekking, teruggave van vervoerbewijzen en -vergunningen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

.../...

Afdeling 2. Vervoertarief.

Artikel 51.-

Het tarief en de prijsvoorwaarden van het vervoer van zaken met een voertuig tegen vergoeding, worden door de Minister van Verkeerswezen vastgesteld.

VRACHTBRIEVEN.

Artikel 52.-

§ 1. Elk contract voor vervoer van zaken met een voertuig tegen vergoeding dient door een vrachtbrief te worden geconstateerd.

Deze wordt opgemaakt in drie oorspronkelijke door de verzender en door de vervoerder ondertekende exemplaren, met dien verstande dat de handtekeningen gedrukt of door de stempelmerken van de verzender of van de vervoerder mogen worden vervangen.

Het eerste exemplaar wordt aan de verzender afgegeven, het tweede begeleidt de goederen en het derde houdt de vervoerder voor zich.

Voor elke reis en voor elk voertuig moet een afzonderlijke vrachtbrief worden opgemaakt.

Wanneer het verschillende soorten van goederen of verschillende partijen betreft, heeft de verzender of de vervoerder het recht te eisen, dat evenveel vrachtbrieven worden opgemaakt als er soorten of partijen zijn.

.../...

§ 2. ... (tekst van de Regering. De haakjes na de letters a, b, c, d enz. zijn echter te schrappen) ...

§ 3. ... (tekst van de Regering) ...

§ 4. Afwijkingen van dit artikel ... (voorts tekst van de Regering) ...

Afdeling 3. Controle.

Artikel 53.-

§ 1. Vervoerbewijzen of -vergunningen moeten meegaan met de voertuigen waarvoor zij zijn afgegeven.

§ 2. Die bescheiden alsmede de vrachtbrieven die in voorkomend geval met de vervoerde goederen moeten meegaan, moeten worden vertoond op elke vordering van de ambtenaren en beambten van de overheid die met het toezicht op de uitvoering van dit algemeen reglement is belast.

§ 3. Elk vervoerbewijs of elke vervoervergunning die in het bezit van een andere persoon dan de houder of zijn aangestelde gevonden wordt, wordt door de in paragraaf 2 bedoelde ambtenaren en beambten afgenomen en aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde bezorgd.

.../...

VERVANGING VAN TIJDELIJK BUITEN DIENST GESTELDE VOERTUIGEN.

Artikel 54.-

Wanneer het voertuig, waarvoor een vervoerbewijs of -vergunning is afgegeven, tijdelijk onbruikbaar wordt, mag de houder van één van deze bescheiden voor het verrichten van vervoer van zaken een vervangingsvoertuig gebruiken onder de volgende voorwaarden :

1° de houder moet in duplo een verklaring opmaken met vermelding van het nummer van het vervoerbewijs of de vervoervergunning voor het opgelegde voertuig afgegeven, de reden, de plaats en de vermoedelijke duur van die oplegging ... (verder als in het ontwerp) ... moet met het vervangingsvoertuig meegaan;

2° het vervoerbewijs of de vervoervergunning voor het opgelegde voertuig afgegeven, moet met het vervangingsvoertuig meegaan;

3° het gewicht van de lading van het vervangingsvoertuig mag niet hoger zijn dan het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen vermeld op de voor het opgelegde voertuig afgegeven vervoervergunning;

4° het vervangingsvoertuig mag slechts zolang worden gebruikt als strikt noodzakelijk is om het opgelegde voertuig te herstellen.

Afdeling 4. Verzekering.

Artikel 55.-

§ 1. Zaken die tegen vergoeding met een aan dit algemeen reglement onderworpen voertuig vervoerd worden,

.../...

moeten door de vervoerder verzekerd worden tegen het risico bepaald onder E van artikel 11 van de zeeverzekeringspolis van Antwerpen ("voorwaarden 1900" gewijzigd in 1931), en tegen het risico van diefstal die het gevolg mocht zijn van een ongeval tijdens het vervoer.

§ 2. De in § 1 genoemde verzekering is facultatief wanneer de vervoerde zaken een waarde hebben van minder dan twee frank of meer dan tweehonderd frank per kilogram.

Heeft de verzender in de vrachtbrief geen waarde aangegeven, dan wordt de waarde van de vervoerde zaken bepaald volgens de beurskoers of zo niet volgens de marktprijs of, als beide gegevens ontbreken, volgens de gebruikelijke waarde die zaken van dezelfde aard en kwaliteit hebben ter plaatse en ten tijde van de inontvangstneming.

§ 3. De vervoerder kan van de in § 1 genoemde verzekeringsplicht worden ontslagen door een verklaring die de verzender in de vrachtbrief doet.

§ 4. Tenzij de verzender in de vrachtbrief anders verklaart, wordt hij geacht de vervoerder van verzekeringsplicht te hebben ontslagen indien de vervoerde zaken door hun aard gevaarlijk zijn, zoals mijn- of buskruit, fosfor, petroleum of andere ontvlambare of ontplofbare stoffen, ongebluste kalk, bijtende en radioactieve stoffen.

§ 5. De verzender die tevens vervoerder is, kan de vervoerder op geldige wijze van de onder § 1 genoemde verzekeringsplicht ontslaan, mits zijn eigen verzender hem zelf daarvan heeft ontslagen of mits de betrokken risico's reeds verzekerd zijn.

.../...

Artikel 56.-

De Minister van Verkeerswezen kan onder door hem te bepalen voorwaarden afwijkingen van artikel 55 toestaan om vervoerondernemingen of groeperingen daarvan de risico's geheel of gedeeltelijk zelf te laten dekken, indien zij voldoende waarborgen bieden.

Artikel 57.-

Bij het binnenkomen op Belgisch grondgebied moeten de vervoerders die een in het buitenland ingeschreven voertuig gebruiken voor het vervoer van zaken tegen vergoeding, het bewijs leveren dat de vervoerde zaken overeenkomstig de artikelen 55 en 56 verzekerd zijn.

Afdeling 5. Statistiek.

Artikel 58.-

Elke houder van een vervoerbewijs of -vergunning moet de statistische gegevens verstrekken die de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde hem vraagt.

Afdeling 6. Voertuigen - Technische eisen.

Artikel 59.-

... (zie de opmerking in het advies) ...

.../...

NUTTIG LAADVERMOGEN.

Artikel 60.-

Het hoogste toegelaten nuttig laadvermogen van een voertuig mag niet hoger liggen dan op de vervoervergunning is vermeld.

Afdeling 7. Bestuurders.

Artikel 61.-

... (tekst van de Regering) ...

HOOFDSTUK VI. - COMMISSIES.

Afdeling 1. Commissie voor wegtarieven.

Artikel 62.-

Bij het Ministerie van Verkeerswezen wordt een "commissie voor wegtarieven" ingesteld, die ermede belast is, op verzoek van de Minister van Verkeerswezen, advies uit te brengen over de vaststelling van het tarief en de prijsvoorwaarden van vervoer van zaken tegen vergoeding.

Artikel 63.-

De commissie voor wegtarieven is samengesteld uit :

.../...

1° de directeur-generaal van het bestuur van het vervoer, voorzitter;

2° de ambtenaar van het bestuur van het vervoer die de leiding heeft van de dienst voor het vervoer van zaken over de weg, ondervoorzitter;

3° zeven leden :

- een ambtenaar die de Minister van Economische Zaken vertegenwoordigt;
- een ambtenaar die de Minister van Financiën vertegenwoordigt;
- een ambtenaar die de Minister van Verkeerswezen vertegenwoordigt;
- twee gemachtigden van de vervoerders;
- één gemachtigde van de expediteurs;
- één gemachtigde van de commissionairs-expediteurs.

De leden en hun plaatsvervangers worden door de Minister van Verkeerswezen benoemd, op de voordracht van de evengenoemde Ministers en van de meest representatieve betrokken beroepsorganisaties.

Artikel 64.-

De commissie voor wegtarieven beraadslaagt op geldige wijze, wanneer, behalve de voorzitter of de ondervoorzitter, tenminste vier leden aanwezig zijn.

.../...

Afdeling 2.- Commissie voor wegvervoer.

Artikel 65.-

Bij het Ministerie van Verkeerswezen wordt een "commissie voor wegvervoer" ingesteld.

Artikel 66.-

De commissie voor wegvervoer is belast met het geven van een gemotiveerd advies vóór elke weigering of intrekking van een vervoerbewijs of -vergunning in de gevallen genoemd in de artikelen 8, 2°, 10, 2°, 24, 2°, 26, 2°, 38, § 1, 2°, en 41.

Alvorens de commissie advies geeft, wordt het dossier ter beschikking van de betrokken partij gesteld, die in persoon kan verschijnen dan wel zich door een advocaat of door een voor elk geval door de voorzitter erkend persoon kan doen vertegenwoordigen.

De Minister stelt de procedure vóór de commissie vast.

Artikel 67.-

§ 1. De commissie voor wegvervoer brengt eveneens de door de artikelen 49, 1°, en 52, § 4, voorgeschreven gemotiveerde adviezen uit.

.../...

§ 2. De commissie voor wegvervoer brengt bovendien een gemotiveerd advies uit over elke kwestie betreffende het vervoer van zaken over de weg die de Minister van Verkeerswezen haar voorlegt.

Artikel 68.-

De commissie voor wegvervoer is samengesteld uit :

1° een door de Koning benoemd magistraat, voorzitter ;

2° een door de Minister van Verkeerswezen benoemd ambtenaar van het bestuur van het vervoer, of zijn plaatsvervanger, en een vertegenwoordiger van de vervoerders, of zijn plaatsvervanger, door dezelfde Minister benoemd op voordracht van de meest representatieve betrokken beroepsorganisaties.

Artikel 69.-

De commissie voor wegvervoer kan slechts beraadslagen bij aanwezigheid van de voorzitter en de twee leden.

Afdeling 3.- Gemene bepalingen.

Artikel 70.-

De commissies kunnen elke persoon wiens advies zij wensen in te winnen, inzonderheid de bevoegde vertegenwoordigers van de belangen van het vervoer van zaken over de weg en de meest representatieve vakorganisaties, raadplegen, voor hun vergaderingen oproepen, of zelfs bij hun werkzaamheden betrekken; zij mogen een beroep doen op de medewerking van deskundigen.

.../...

Zij mogen zich documenteren bij elk private of publiekrechtelijk persoon. Publiekrechtelijke personen antwoorden op de vraag om inlichtingen onder het gezag van de Minister onder wie zij ressorteren.

Artikel 71.-

De commissie voor wegtarieven en de commissie voor wegvervoer maken hun huishoudelijk reglement op, dat aan de Minister van Verkeerswezen ter goedkeuring wordt voorgelegd.

... (tekst van de Regering) ...

Artikel 72.-

Adviezen worden bij volstrekte meerderheid van stemmen uitgebracht. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter. Minderheidsadviezen worden bij de adviezen gevoegd en met deze aan de bevoegde overheid bezorgd.

Artikel 73.-

... (tekst van de Regering, onder voorbehoud van de in het advies gemaakte opmerking) ...

.../...

HOOFDSTUK VII.- OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 74.-

Dit algemeen reglement treedt ... in werking.

Artikel 75.-

De Minister van Verkeerswezen stelt de nadere regelen voor het vervangen van vervoerbewijzen die tot de dag van inwerkingtreding van dit algemeen reglement zijn afgegeven.

Tot de termijn voor vervanging verstreken is, gelden deze vervoerbewijzen alsof zij bij dit algemeen reglement waren voorgeschreven.

Artikel 76.-

Vervoervergunningen afgegeven tot de dag van inwerkingtreding van dit algemeen reglement blijven geldig tot hun geldigheidsduur verstrijkt.

Voor deze vergunningen worden de bij artikel 32, 1°, van dit algemeen reglement voorgeschreven retributies betaald.

Artikel 77.-

§ 1. Voor de toepassing van artikel 21 van dit algemeen reglement worden onderscheidenlijk met vervoerbewijzen en algemene vergunningen voor nationaal vervoer als bedoeld bij dat artikel gelijkgesteld, de vervoerbewijzen en vervoervergunningen geldig voor het vervoer van alle zaken binnen het Rijk, die afgegeven zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement op het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen.

.../...

§ 2. Voor de toepassing van artikel 21, § 1, wordt een vervoervergunning met beperkte draagwijdte, sedert ten minste drie jaar afgegeven overeenkomstig artikel 11bis van het koninklijk besluit van 9 mei 1936 houdende algemeen reglement op het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gelijkgesteld met een sedert vijf jaar afgegeven vervoerbewijs.

§ 3.Voor de toepassing van artikel 21, § 4, wordt de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen geacht een vervoerder te zijn die voldoet aan de bij deze bepaling gestelde eisen voor het verkrijgen van enigerlei algemene vergunning voor nationaal vervoer.

Artikel 78.-

Wanneer de intrekking van een nummerplaat werd bevolen, moet de houder van deze plaat ze aan de Dienst van het wegverkeer terugbezorgen binnen drie dagen na de dag waarop de gerechtelijke beslissing die de intrekking beveelt, kracht van gewijsde heeft gekregen.

Artikel 79.-

Met het toezicht op de uitvoering van de wet van ... en van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten zijn belast :

... (voorts zoals in het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 80.-

... (tekst van de Regering) ...

...

...

---

a chambre était composée de

essieurs : J. SUETENS, premier président,
e Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par . A. DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

E GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.